

# Bruxelles XXI<sup>e</sup> siècle : la ville de l'Autre

*À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle et à l'image de tant d'autres en Europe, Bruxelles est devenue multiculturelle et cosmopolite. Mais ce passage du rôle de capitale d'un État fédéral à celui de ville-centre d'Europe et de petite ville mondiale ne s'est pas réalisé sans qu'apparaissent une polarisation accrue de ses espaces et une augmentation significative des inégalités au sein de sa population. L'un des enjeux d'aujourd'hui est donc autant celui de la cohabitation entre des populations dont les origines culturelles sont éloignées que celui de la coexistence sur un même territoire de groupes sociaux disposant de niveaux de revenus parfois sans commune mesure. Comment s'y constitue un accord minimal entre tous et quelle politique urbaine devrait-elle être menée en vue de parvenir au partage de l'espace dans une relative civilité?*

**Xavier Leloup**

Xavier Leloup est docteur en sociologie de l'U.C.L. et professeur chercheur à l'I.N.R.S. (Montréal)

Les grandes villes ont continuellement exercé un évident attrait sur les populations migrantes. Bruxelles ne fait pas exception à cette règle. Entre la fin des années cinquante et le début des années quatre-vingt, elle est devenue l'un des ensembles urbains les plus multiculturels et cosmopolites d'Europe, avec un fort caractère méditerranéen dû à la présence de larges communautés turque et marocaine. Non exclusif toutefois puisque, comme ce qui s'observe à l'échelle européenne, son profil démographique général est orienté vers une diversification

accélérée des sources de son peuplement par la présence de populations originaires d'Europe de l'Est, d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient, de l'Asie du sud-est et méridionale, ainsi que d'Amérique latine. La population étrangère compte aujourd'hui pour 30 % de la population totale des dix-neuf communes de Bruxelles-Capitale, contre moins de 10 % à la fin des années septante. Cette transformation décisive de la composition démographique a conduit à une certaine ethnicisation des rapports entre les habitants ainsi qu'à des débats politiques entre *majori-*

*taires* et *minoritaires*. L'actuelle situation de Bruxelles doit cependant beaucoup aussi au processus récent de mondialisation. Entamé dès les années soixante par la construction du quartier général de l'Otan, le rôle international de Bruxelles s'est renforcé tout au long des décennies qui ont suivi par l'installation des différents services de l'appareil administratif européen. De tout cela résulte aussi qu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, Bruxelles est une des villes les plus riches d'Europe. Le P.N.B. par habitant y est le plus élevé juste derrière Londres, mais devant Paris ou Hambourg. Elle occupe la première place en termes d'espaces de bureaux disponibles par habitant. Ce passage de Bruxelles du rôle de capitale d'un État fédéral à celui de ville-centre d'Europe et de petite ville mondiale ne s'est cependant pas réalisé sans qu'apparaissent une polarisation accrue de ses espaces et une augmentation significative des inégalités des revenus au sein de sa population. L'un de ses enjeux d'aujourd'hui est donc autant celui de la cohabitation entre des populations dont les origines culturelles sont éloignées que celui de la coexistence sur un même territoire de groupes sociaux disposant de niveaux de revenus parfois sans commune mesure.

À l'aune de ces transformations, les espaces de vie et de proximité se sont également modifiés. Les quartiers et le voisinage se sont ainsi de plus en plus constitués en espaces pluriels. La plupart d'entre eux ont d'abord connu un processus de succession qui en a modifié la composition socio-démographique, l'étalement urbain libérant en même temps

de l'espace pour de nouveaux arrivants. La trajectoire résidentielle et sociale des différentes populations de Bruxelles s'est ensuite diversifiée et singularisée, rendant impossible le maintien ou l'émergence d'une image ou d'un contenu social autour duquel une identité de quartier claire puisse se constituer. Enfin, les différents rythmes d'installation des anciens et des nouveaux habitants ont distendu les relations sociales autour du logement et brouillé les perceptions que les segments de population entretiennent à l'égard du voisinage.

La question de la cohabitation ou de la coexistence vient donc à se poser avec force pour les individus et les groupes placés en situation de différenciation sociale ou ethnique dans la proximité spatiale. Comment s'y constitue alors un accord minimal entre tous en vue de partager l'espace dans une relative civilité? Comment se construit le lien social alors que les proches sont souvent perçus comme des étrangers? Au moyen d'une approche monographique de l'ancien quartier de la place Flagey à Ixelles, nous avons tenté une réflexion sociologique plus générale sur les transformations contemporaines et le devenir des villes<sup>1</sup>. Les principales conclusions de cette enquête nous renseignent tout d'abord sur le *rapport à l'autre* au travers duquel les individus partagent un espace commun. Ensuite, elles nous font mieux comprendre les tensions qui caractérisent actuellement la structure sociale des grandes villes. À partir de là, il devient possible, dans une conclusion, de formuler quelques propositions d'ordre politique.

<sup>1</sup> Leloup, X., 2002, *La ville de l'Autre. Effets de composition et registres du rapport à l'Autre dans un espace pluriel (Ixelles)*. Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain.

## LE RAPPORT À L'AUTRE DANS UN ESPACE PLURIEL

À regarder de près comment les relations sociales se constituent à l'échelle d'un quartier caractérisé par la forte hétérogénéité de sa population, l'analyse met tout d'abord en évidence la relative insuffisance des interprétations sociologiques disponibles à propos des effets sociaux qu'entraîne la métropolisation des villes. Au plus loin des discours classiquement tenus au sujet de la dimension concentrationnaire de l'architecture moderne, de la dualisation croissante des espaces urbains et des sécessions successives que cette dualisation entraînerait, nous avons plutôt découvert un mode de vie et une manière d'habiter qui s'établissent certes au quotidien, mais sans pour autant être banals et qui permettent aux individus et aux groupes, dont tant les origines que les trajectoires présentent des différences significatives, de coexister au sein d'un espace résidentiel partagé. Loin d'y être soumis à un repli forcé, les individus s'affirment volontiers ouverts et réceptifs à une certaine diversité, pourvu que soient respectées les normes qu'ils fixent au bon voisinage et à une civilité qui permet le maintien de l'échange entre tous. Si la différence n'est jamais niée et occupe même une place importante, elle ne conduit pas pour autant à des mouvements de repli communautaire. Dès lors, le quartier ne se voit pas attribuer une identité symbolique homogène sur la base de laquelle l'ensemble de ses résidents s'entendrait. Elle se forme plutôt au travers des pratiques de sociabilité urbaine que les individus et les groupes y

déploient. L'identité territoriale ne se construit donc pas au travers d'une image unificatrice préalable, mais par le biais d'un ensemble d'usages variés qui confèrent à l'espace pluriel des qualités d'ouverture et de fluidité. Chacun étant en mesure d'y projeter, sur une base plus individuelle que collective, des attitudes particulières et d'ouverture adaptées à la nouvelle diversité culturelle et sociale.

Si la composition de l'espace ne permet plus l'existence a priori d'une identité de référence commune, il n'en reste pas moins que les personnes en tracent les contours et en définissent le contenu au travers de leurs conduites. On sent émerger à partir de là un fort attachement à la ville et à ses qualités, qui tranche avec les discours alarmistes souvent centrés sur l'insécurité et la viabilité des espaces urbains. En l'absence d'un nombre important de ménages aisés, les individus réactivent d'abord le caractère populaire du quartier de la place Flagey. Ils tissent une sorte de continuité métaphorique entre le monde des petits commerçants, des artisans et des employés qui le peuplait jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et le leur, constitué aujourd'hui par de jeunes adultes au début de leur vie professionnelle ou encore aux études, des commerçants d'origine étrangère qui en renouvellent l'espace ainsi que de nouveaux ménages belges et étrangers qui ont su saisir les opportunités d'un marché du logement resté relativement ouvert et diversifié jusqu'au milieu des années nonante. Comme plusieurs autres quartiers anciens de la première couronne bruxelloise, le quartier

Flagey n'a pas connu à ce jour de processus caractéristique qu'en anglais on appelle la *gentrification*, c'est-à-dire l'accapement des centres-villes par les classes sociales aisées, les segments de populations attirées par le nouveau rôle international de Bruxelles ayant plutôt choisi de s'installer en périphérie ou dans les espaces les plus favorisés de l'agglomération. L'appropriation du quartier s'est donc passée selon une dimension populaire à propos de laquelle les anciens et les nouveaux habitants s'entendent. Ils en valorisent dès lors le caractère animé et convivial ainsi que la composition socio-professionnelle qui regroupe pour l'essentiel des travailleurs belges et étrangers employés dans les secteurs de l'animation culturelle, du commerce de détail, de la vie associative ou des arts, de la politique ou des médias. Ces emplois les font appartenir à une frange de la société qui se décrit volontiers comme marginale quant à la position qu'elle occupe sur le marché du travail et comme anticonformiste quant aux opinions qu'elle véhicule. Ils opposent volontiers leur manière de vivre et d'habiter à celle de la périphérie ou des quartiers résidentiels qu'ils perçoivent comme dominants dans la société actuelle. Pour eux, ces derniers apparaissent comme trop fermés, trop contraints par l'usage de la voiture, souffrant de l'absence d'un mélange de fonctions dans l'espace urbain, trop encastrés aussi dans la logique du marché et de la consommation de masse.

Les conduites adoptées et dont parlent les habitants du quartier Flagey sont plus qu'une simple opposition superficielle à

la société de consommation. Elles peuvent être interprétées dans les termes d'une préférence culturelle qui opte pour un rapport à l'espace contre le souci de la gestion incessante du temps. En vivant à proximité du centre-ville et dans un espace pluriel, ces citoyens font le choix explicite de ne pas se laisser déposséder de leur vie quotidienne par l'obsession des déplacements dans un espace métropolitain congestionné. Ils ne valorisent pas seulement le quartier pour sa dimension populaire et animée. Ils lui reconnaissent aussi la qualité d'un espace diversifié et cosmopolite dont, pour eux, les contours s'opposent à ceux des zones urbaines trop identifiables à une seule population majoritaire qui impose de ce fait un usage particulier du territoire. Ce qui est valorisé dans le quartier Flagey est, au contraire, la diversité des populations dont aucune ne peut revendiquer un statut de majoritaire. L'espace public reste ainsi ouvert et accessible à tous. Les commerçants de leur côté développent aussi une stratégie de « magasins de quartier », accueillant et servant tout le monde. Cette composition particulière de la population et le caractère cosmopolite du quartier exposent en permanence les individus qui y vivent ou qui y passent à la différence et à la nouveauté, entraînant régulièrement l'étonnement et l'apprentissage de leur part. Le voisinage est dès lors apprécié au travers d'un triple jeu : la densité assure la sécurité, la civilité entraîne la reconnaissance ainsi que le respect mutuel et la proximité des positions sociales est ressentie comme favorisant une entraide et une solidarité qui franchit les frontières cultu-

relles. Aussi, le non-respect de ce qui constitue les normes de ce bon voisinage ou la perturbation occasionnée par certains comportements sont-ils vivement condamnés par les habitants. On voit par là que les conduites urbaines constituent un registre du rapport à l'autre qui n'est pas unidimensionnel mais ambivalent. Les individus y oscillent en permanence entre la proximité et la distance, l'ouverture et le retrait.

Ces pratiques de sociabilité constituent un exemple du rapport à l'autre qui, dans le registre de l'ambivalence, fonctionne aujourd'hui au sein des espaces urbains hétérogènes. Les relations sociales y sont électives, choisies par les individus et ne se distribuent pas de manière égale en tous points de l'espace. Est ainsi produite une « réduction » du quartier ou du voisinage sans que, pour autant, l'ensemble des composants de la population remette en cause leur coexistence. De cette manière, les populations se regroupent dans des lieux et des réseaux de sociabilité qui répondent à des logiques différentes de la dynamique des échanges et de cooptation de ceux qui y participent. Pour les personnes âgées qui vivent de longue date dans le quartier, c'est l'idée d'un caractère commun qui prédomine, leurs références s'établissant par rapport à quelque chose qu'elles considèrent comme acquis dès la naissance et renvoyant à une identité sociale du quartier conformiste et peu différenciée. L'origine nationale et régionale, religieuse et de classe sert ici d'identifiant et de dénominateur commun. D'autre part, les jeunes adultes qui investissent l'espace

de manière transitoire entretiennent au contraire des relations qui reposent sur les catégories de l'authenticité et de l'intimité. Ils valorisent la logique des choix personnels et évitent de cette façon les cadres formels de la sociabilité qu'imposent les déterminismes familiaux, ethniques ou sociaux. Enfin, pour les personnes appartenant aux nouveaux ménages belges et étrangers installés durablement dans le quartier, les logiques de sociabilité apparaissent diversifiées. Elles mobilisent des sources multiples — la famille, les relations professionnelles, les amis... — et se déroulent à différentes échelles spatiales — le voisinage, le quartier, la ville...

Dans l'espace pluriel de la ville cosmopolite, les identités se construisent donc au travers d'un ensemble de conduites et de pratiques de sociabilité aux contours et contenus diversifiés, essentiellement ouverts et fluides, sujets aux transformations et métissages d'individus engagés dans des processus d'apprentissage et d'ajustement réciproques. La cohabitation y est possible moins en raison d'une uniformisation intégratrice des comportements que parce que c'est le territoire lui-même qui se voit annexé aux activités des populations multiples qui se le partagent sans s'y voir représentées en tous temps et en tous lieux.

## TENSIONS

Ces dernières observations poussent à s'interroger sur la distribution des populations entre les différentes activités et les différents lieux de la ville. Car pareille

distribution est traversée par plusieurs tensions qu'il convient d'expliciter. La tension principale est celle qui oppose les anciens aux nouveaux habitants. Elle revêt une dimension culturelle souvent forte. Mais pas uniquement. Car les relations sociales entre les différentes populations qui sont venues peupler le quartier au fil des décennies se réalisent au travers d'un jeu de miroirs subtil et complexe qui inclut aussi bien les différences attribuées aux rapports intergénérationnels qu'aux attitudes générales face à la diversité. Dans ce jeu, chaque groupe ou sous-groupe apparaît tel l'étranger d'un autre. Ainsi, les personnes âgées se sentent tout à la fois distantes des jeunes issus de l'immigration auxquels elles attribuent des comportements déviants empreints de dangerosité, et des jeunes adultes qu'elles perçoivent comme des « jeunes loups » avec lesquels elles n'arrivent pas à nouer des contacts. De leur côté, les jeunes adultes mettent explicitement à distance les individus et les groupes qui ne partagent pas leur monde fait d'un usage souple et fluide de l'espace, de rencontres plus ou moins aléatoires et de détachement à l'égard d'engagements trop contraignants. Ces derniers tiennent des propos méprisants sur les personnes âgées, essentiellement parce qu'elles ne participent pas à leur monde. Enfin, les nouveaux habitants belges et étrangers qui ont choisi de s'installer dans le quartier entretiennent de la distance particulièrement vis-à-vis de ceux, âgés ou non, qui expriment de la déception ou une fermeture quant à son évolution. On touche ici du doigt tout ce qui a

trait à la présence d'une proportion grandissante d'immigrés. Ces nouveaux arrivés qui investissent positivement leur habitation désapprouvent également tous ceux qui, par leurs comportements soit de retrait soit au contraire d'appropriation trop ostensible de l'espace, mettent en péril les relations qui se nouent autour du logement. Ils évitent les espaces du quartier qu'ils estiment trop dégradés et qui concentrent la frange la plus défavorisée de la population.

Les distances que les différentes populations du quartier instaurent entre elles doivent se comprendre comme l'expression d'un rapport problématique entre les anciens et les nouveaux habitants que la sociologie urbaine a souvent mis en évidence. Cette distance sociale se crée autant en raison de temporalités différentes dans l'installation successive des populations souvent recoupée par des différences culturelles que par cette autre source de méfiance que constituent des rapports intergénérationnels qui paraissent bloqués. L'enjeu réside donc dans la place que les anciens et les nouveaux parviennent à prendre, qu'ils subissent ou conquièrent dans le quartier et, plus largement, dans la société d'accueil. Les formes de la cohabitation dans l'espace pluriel du quartier révèlent ainsi les rapports à l'altérité et à la différence qui traversent la société belge tout entière.

L'analyse ne saurait faire l'impasse des facteurs structurels tant sociaux qu'économiques qui marquent le devenir d'une ville comme Bruxelles, actuellement prise dans un mouvement accéléré d'in-

ternationalisation. Il faut identifier les processus de polarisation et de ségrégation qui la traversent avec, notamment, un renforcement des divisions sociales héritées du passé et un appauvrissement d'une partie de sa population<sup>2</sup>. Outre la distance que suscite la présence de poches de pauvreté, réduites sans doute mais néanmoins profondes et permanentes, c'est à un mouvement généralisé de diffusion de la précarité que l'on assiste dans le quartier Flagey. Cela est particulièrement observable dans la formation d'espaces dégradés aux abords des chantiers de grands projets urbanistiques comme celui du Parlement européen. S'y concentrent des segments de population aux trajectoires diverses mais partageant l'infortune économique. Les figures de la précarité urbaine sont multiples. Elles concernent le demandeur d'asile en attente de statut, l'ancien artisan indépendant, le jeune faiblement qualifié, le ménage dont le principal soutien vit une situation professionnelle difficile. Toutes renvoient à la place que les individus sont en mesure d'occuper, ou qu'on leur permet d'occuper, dans la société. Chacune ne peut être comprise qu'en tenant compte des transformations structurelles que connaît l'agglomération bruxelloise.

Ces transformations ont été radicales. L'installation d'institutions internationales drainant dans leur sillage un nombre important d'entreprises et d'organisations d'envergure ont attiré un grand nombre de travailleurs qualifiés à Bruxelles. L'agglomération est ainsi devenue une petite ville mondiale parmi les plus riches d'Europe, structurée autour d'une

économie tertiaire. Mais elle apparaît aussi aujourd'hui de plus en plus comme une ville divisée, ségréguée et polarisée. Car les effets de la métropolisation qui ont accompagné la restructuration de son économie sont multiples et il apparaît clairement que tant les divisions sociales que les inégalités de revenus se recourent et se sont accentuées. En outre, si la profonde transformation de la dynamique économique bruxelloise y a fait croître l'emploi, cette croissance s'est surtout concentrée dans les segments du marché du travail les plus qualifiés. Le secteur industriel y a connu, quant à lui, une contraction sans précédent. Enfin, les forces centrifuges qui redessinent les frontières de l'agglomération depuis un demi-siècle se sont encore renforcées. L'étalement urbain de l'habitat s'est poursuivi et si la création d'emplois s'est localisée autant dans son centre qu'à la périphérie de ce centre, c'est dans cette dernière que se concentrent le secteur industriel résiduel et les fonctions de soutien de la nouvelle économie. Ces dynamiques économiques et spatiales ont évidemment entraîné leur lot de laissés-pour-compte, principalement des familles installées de longue date au sein desquelles la situation professionnelle des adultes est devenue plus précaire. Les jeunes issus de ces familles semblent souvent, quant à eux, relégués dans des établissements et des filières scolaires dévalorisés.

Les inégalités économiques dont il vient d'être question croisent souvent la distance culturelle entre une classe aisée de travailleurs qualifiés et un ensemble de populations disposant de ressources édu-

<sup>2</sup> Francq B. et Leloup X., 2003, « Bruxelles riche, Bruxelles pauvre », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 93, p. 6-14.

catives et professionnelles limitées. Le risque est bien que la première ne fasse de son espace urbain qu'un usage qui s'apparente à la consommation, sans s'investir économiquement et affectivement dans l'avenir de cet espace. Par ailleurs, les familles anciennement installées peuvent se sentir dépossédées sinon exclues de la dynamique d'un territoire qu'elles ont pourtant souvent contribué à peupler à une époque où il était délaissé. Au travers des nouveaux usages de l'espace auxquels elles participent peu, elles expérimentent alors une sorte de blessure identitaire, une absence de reconnaissance et un déni dont elles se sentent les victimes. Dans le quartier de la place Flagey, on peut observer des conduites qui, si elles ne s'apparentent pas au racisme et à la discrimination, n'en révèlent pas moins le culturalisme qui imprègne parfois les rapports sociaux à l'autre. Ce culturalisme se manifeste surtout chez ceux qui fréquentent le quartier sans y vivre ou y habiter, lui trouvant un charme exotique et le percevant comme un lieu de tourisme « intérieur ». Ils y limitent leurs contacts à des échanges superficiels et éphémères. Ce type de conduite est fréquent dans tous les espaces urbains qui s'apparentent au pôle d'activité des centres-villes européens. Il s'accroît lorsqu'il sert à justifier une domination et une mise à distance qui empêchent ceux qui structurent ces nouveaux genres d'espaces de faire le choix d'y rester et d'accéder de manière équitable aux opportunités et avantages de la ville.

## LES ENJEUX DE DEMAIN

En regardant Bruxelles avec un peu de recul, il paraît important d'envisager quelques propositions en vue de tracer les lignes de force d'une possible politique de la ville cosmopolite à l'ère de la mondialisation. Car malgré les efforts qu'il faut reconnaître à certains élus locaux, une telle politique continue de faire cruellement défaut à Bruxelles. Le bilan reste mitigé et la gouvernance urbaine demeure prisonnière d'une structure politique où le poids du local constitue un obstacle majeur. L'absence d'une volonté historique majoritaire claire y ajoute une dimension passionnelle. Dans les années à venir, il ne faudrait pas se laisser mener par ces passions et occulter qu'une large part des décisions qui concernent les Bruxellois sont en réalité entre les mains d'acteurs, privés ou publics, qui situent leurs intérêts à l'échelle internationale. Sans nier les cultures qui, à l'origine, composaient cette ville, il ne faudrait pas que leur défense légitime se fasse au détriment des Bruxellois eux-mêmes, surpris un jour de voir leur ville parler une langue qu'ils ne reconnaîtront plus. L'enjeu des villes cosmopolites est aussi celui du multilinguisme de ses habitants. La maîtrise des langues s'avérera être à l'avenir un marqueur puissant d'exclusion et de discrimination.

Un autre enjeu réside dans l'établissement de liens sociaux entre anciens et nouveaux habitants. L'avenir exige de s'interroger sur les différents segments de population qui peuplent et peupleront la



ville dans un contexte où l'immigration revêt un caractère durable. Si l'État se doit de continuer à soutenir les nombreuses initiatives locales et associatives actuellement existantes dans les différents quartiers de Bruxelles en vue d'améliorer les relations entre tous, il devra également prendre des mesures structurelles cherchant à garantir un partage plus équitable des bénéfices et des coûts engendrés par la globalisation de l'espace. On peut penser, notamment, que l'exonération d'impôt dont bénéficient certaines catégories de travailleurs internationaux n'a plus de raison d'être à Bruxelles. La fiscalité n'est pas seulement une question d'argent, mais l'expression d'un sentiment d'appartenance et un engagement pour la ville au bon fonctionnement de laquelle on contribue. Malgré tous les obstacles liés au droit fiscal et aux accords internationaux, il est important que tous les Bruxellois, quelle que soit leur nationalité, soient mis sur un pied d'égalité, comme dans la plupart des villes du monde où les natifs et les étrangers sont sans distinction invités à contribuer au budget municipal. L'accroissement des moyens qui découlerait d'une telle mesure permettrait d'organiser correctement les services et les programmes dont les Bruxellois ont besoin pour permettre à leur ville de se développer de manière équilibrée et inclusive. En investissant notamment dans la revitalisation de certains quartiers

et dans les aides scolaires et professionnelles des plus défavorisés. Cela ferait jusqu'à un certain point barrage à ce qu'ils soient tenus indéfiniment à l'écart des opportunités et des avantages que procure l'internationalisation de l'espace. Cela éviterait au moins que la polarisation spatiale ne s'accroisse.

Toutes ces questions sont reliées enfin au débat plus large et à la crainte, souvent exprimée par les élus et les observateurs de la vie politique, de voir la participation civique et populaire décliner lors des élections, des référendums et de toutes autres expressions de la vie démocratique. À cet égard aussi l'observation du cas bruxellois, et belge plus largement, laisse perplexe. Ceux qui devraient pouvoir participer au devenir collectif semblent être tenus à l'écart et ceux que l'on souhaiterait y voir participer davantage le font peu. Il y a là un enjeu du sentiment d'appartenance à un grand ensemble continental en formation. Peut-être serait-il temps de reconnaître aux premiers tous les droits qu'ils méritent, dont celui de voter sans avoir à s'en justifier, et d'imposer aux seconds certains devoirs, dont celui de participer au financement des services dont ils bénéficient. On contribuerait de cette façon à convaincre les uns et les autres que la ville est plus et doit être toujours plus qu'une simple aggrégation de populations dans l'espace. ■